

# La complexité du bien commun

Elinor Ostrom, prix Nobel d'Économie, contre les «panacées»

Obama n'a pas été le seul à recevoir un prix Nobel. Celui de l'économie, décerné à Elinor Ostrom\*, mérite que l'on s'y attarde, au moins brièvement, dans ces pages «tendance écologie».

DAVID BROMAN

Elinor Ostrom est née à Los Angeles en 1933. Très jeune elle a pu voir comment les habitants, appauvris par les conséquences de la Grande Dépression, arrivaient à gérer leur potager de façon durable, alors qu'il n'y avait aucune intervention régulatrice, ni des pouvoirs publics ni des marchés.

En 1990, elle publie un livre intitulé *Administrer le bien commun*, où elle montre comment, dans bien des cas, les associations issues de la société civile parviennent à gérer l'environnement d'une façon plus durable que les institutions publiques ou les entreprises privées. Elle s'y dresse résolument contre le dogme de la privatisation aveugle des services publics au nom d'une soi-disant meilleure gouvernance.

Elle consacre sa vie à creuser ce phénomène et est amenée

à se heurter à d'autres dogmes socio-économiques - qu'elle appelle «panacées» - qui veulent imposer une façon unique et simpliste dans la gestion du bien commun en général et des ressources naturelles plus particulièrement. En 2007 elle publie, avec des collègues de disciplines variées, une série d'articles dont le titre générique est éloquent à lui seul: *Aller au-delà des panacées*. Dans cette série elle étudie pourquoi il s'agit d'éviter de succomber à la tentation des panacées du temps (le «tout État» ou le «tout marché») si l'on veut espérer arriver à gérer durablement des systèmes socio-écologiques.

## TRÉPIED

«Le bilan de l'utilisation de panacées est un bilan d'échecs à répétition» affirme-t-elle, exemples à l'appui, exemples couvrant des problématiques liées tant à la gestion des communautés humaines (la police) qu'à la gestion des ressources naturelles comme l'eau et les forêts. S'appuyant sur des études d'images satellites, de cas sur le terrain et d'expériences de laboratoire, elle en arrive à proposer des pistes d'approche, voire des principes généraux à considérer pour l'organisation de la gestion durable des systèmes socio-écologiques.



Il est plus économique et plus social d'éviter les dogmes en matière de développement durable

«J'ai commencé en travaillant avec des collègues au Népal, et ensemble nous avons créé une vaste base de données en matière d'irrigation et j'ai développé une série d'études uniquement là-dessus. Les résultats ont montré que les systèmes gérés par les paysans avaient tendance à être meilleurs que ceux gérés par l'État.» écrit-elle. Poussant

l'étude plus en avant, son groupe d'étude constate qu'«un seul pilier est insuffisant pour assurer une performance efficace.

Au contraire, un trépiéd, formé par l'État, le marché et les institutions communautaires locales, est nécessaire pour atteindre une gestion de l'irrigation équitable, juste et durable.» Un réel bol d'air -

frais - dans le paysage économique-politique ambiant.

\*Le prix Nobel d'Économie a été attribué conjointement à Elinor Ostrom et Oliver Williamson; ce dernier a développé le concept des coûts des transactions qui heurte lui aussi le dogme du «marché, tout le marché, rien que le marché».

## CHRONIQUE AFRICAINE D'UNE ONG

Marine Lefebvre, de SOS Faim Luxembourg, partage voyages, rencontres, pensées et photographies autour du travail d'une ONG en Afrique. Ci-dessous, la légende de la photo ci-contre.

### Avec les paysannes du Kivu

Elles étaient une vingtaine de femmes pliées en deux au-dessus des boutures de leur pépinière de manioc. Autour d'elles, à perte de vue, la plaine de la Ruzizi, pas de village à l'horizon, juste cette piste qui nous avait menés jusqu'à elles, au Kivu, dans l'extrême est de la République démocratique du Congo, sur la zone frontalière avec le Rwanda. Le ciel était lourd, gorgé d'eau, et la pluie allait tomber d'un instant à l'autre.

Nous étions en voiture; elles étaient à pied ou exceptionnellement à vélo. À notre approche, elles ont reconnu Charles Cikomola, le responsable de l'ONG locale des Amis du Kivu qui, en consortium avec le CRONGD (Comité régional des organisations non gouvernementales de développement du Kivu), porte un projet de relance de la production agro-pastorale locale cofinancé par le Fonds européen de développement (FED) et SOS Faim. Elles se sont redressées et sont venues à notre rencontre.

Elles ont volontiers pris la pause pour une photo de groupe, mais ces regards durs, ces airs revêches, tout cela n'était pas une composition.

Membres d'une Organisation paysanne ayant rejoint le consortium Amis du Kivu et CRONGD, ces femmes étaient dans l'attente. Depuis le génocide des Tutsis du Rwanda en 1994, les habitants du Kivu ont été victimes de la guerre, de l'afflux

de réfugiés ou encore de rébellions armées qui ont plongé cette région au riche potentiel agricole dans la dépendance de l'aide alimentaire. Charles est l'un des acteurs locaux de la société civile qui ont pu se mobiliser pour venir en aide à la population.

L'association Amis du Kivu a d'abord permis de distribuer l'aide alimentaire octroyée par le HCR (Haut commissariat aux réfugiés), mais ensuite, elle a «profité d'une accalmie pour évoluer et passer de l'urgence à la réhabilitation, puis de la réhabilitation au développement durable dans le but de rendre aux paysans une situation plus ou moins vivable», explique C. Cikomola.

### L'HONNEUR

Le chantier est immense: cheptels détruits, semences dégénérées, sols épuisés... Relancer la production agro-pastorale est une mission ardue dont l'équipe du consortium s'acquitte au mieux. Les paysans de la plaine de la Ruzizi, dont la superficie est supérieure à la moitié du Luxembourg, se sont réunis en organisations paysannes afin de constituer le consortium promoteur du programme.

Des ingénieurs agronomes parcourent les territoires des organisations paysannes pour y faire des analyses de sols et dispenser des formations et des conseils, diffusant notamment la technique de la compostière pour une



La machette... au cas où?



Photo: Marie Lefebvre

fertilisation organique des sols. Le programme prévoit donc l'apport de boutures saines de manioc, de géniteurs pour reformer les cheptels caprins et porcins, mais il ne s'arrête pas là car le secteur agricole souffre également d'une absence d'infrastructure et de la destruction des systèmes de production. Des silos et des moulins sont donc prévus, ainsi que quelques ponts et puis aussi quelques tracteurs.

Courbées dans leur champ sous ce soleil de plomb, les femmes étaient lasses: «Les hommes ne travaillent pas!» Je me hasardai alors à les interroger: s'ils sont une charge et qu'ils vous rendent la vie dure, pourquoi ne pas les quitter?! «L'honneur d'une femme, c'est d'avoir un mari!» fut la réponse unanime.

L'honneur d'une femme où que ce soit, c'est de pouvoir préserver son intégrité. Or, au Kivu, les femmes subissent des violences sexuelles abominables et impunies. Pour les rebelles, c'est une manière de semer la terreur, mais les troupes de l'armée régulière se rendent elles aussi coupables de ces crimes.

Oui, pour les femmes du Kivu, aller travailler aux champs est une prise de risques. Ce jour-là, et bien que la machette soit un outil agricole courant en Afrique, sous l'emprise des témoignages que j'avais recueillis sur le fléau subi par les femmes du Kivu, troublée par la dureté de leurs regards, cette lame brandie m'apparut comme une arme, au cas où...

MARINE LEFEBVRE, SOS FAIM

## CONFÉRENCES

### Busaa Gonofaa (Éthiopie) à Luxembourg

Dans le cadre des Journées SOS Faim sur la microfinance organisées du 29 au 31 octobre prochain, le président et le directeur de l'institution de microfinance Busaa Gonofaa, MM. Zegeye Asfaw et Teshomé Dayesso, seront à Luxembourg pour y donner deux conférences - le 29 à l'université et le 30 à l'abbaye de Neumünster. Cette dernière sera suivie, au même endroit, du vernissage de l'exposition photographique de Patrick Galbats sur Busaa Gonofaa. Rens: 49.09.96, www.sosfaim.org.